

Le corps et les ailes

Autor(en): **Barillier, Etienne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur**

Band (Jahr): **78 (1998)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-165938>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LE CORPS ET LES AILES

Etienne Barilier,

geboren in Payerne VD am 11. Oktober 1947. Schriftsteller und Übersetzer, lebt in Pully VD, studierte in Lausanne Literatur und promovierte mit der Dissertation: *Camus, philosophie et littérature* (1977). Als Musikschriftsteller schrieb er über A. Berg einen *Essai d'interprétation* (1978) und als Polemiker über die welschen Literaturzirkel, *Soyons médiocres* (1989), *Essays*, gesammelt in *Les petits camarades* (1987) und *Les trois anneaux* (1988). Barilier übersetzte u.a.: F. Dürrenmatt, F. Wedekind, L. Hohl, T. Landolfi. – Weitere Werke: *Orphée* (1971), *Passion* (1974), *Le chien Tristan* (1977), *Prague* (1979), *La créature* (1984), *Le dixième ciel* (1986), *Musique* (1988), *Une Atlantide* (1989), *Un rêve californien* (1995), *Contre le Nouvel Obscurantisme* (1995), *B-A-C-H* (1997). Barilier wurde 1995 mit dem *Europäischen Essay-Preis der Charles Veillon-Stiftung* geehrt.

Qui pourrait nier l'existence d'une Europe de l'esprit, placée sous le triple signe d'Athènes, de Rome et de Jérusalem (pour faire bref, et pour citer Paul Valéry)? En revanche, les événements mondiaux de ces dernières années le prouvent à l'envi (en tout dernier lieu, la crise irakienne – qui se dénoue, semble-t-il, au moment où j'écris ces lignes): l'Europe politique n'existe décidément pas. L'Europe économique? Elle ne suffit guère. Tout le monde sait que l'argent n'a ni odeur ni visage.

Une prodigieuse existence culturelle et spirituelle; une existence politique à peu près nulle: voilà l'Europe. A première vue, et si l'on force un peu le trait, ne pourrait-on pas dire que la Suisse propose exactement le spectacle inverse? *La Suisse politique* est incontestable. La Suisse est un Etat, elle fête les cent cinquante ans d'une Constitution qui a fait ses preuves. Personne ne songe à nier sa réalité, à imaginer sa disparition. *La Suisse politique* existe. Mais *la Suisse de l'esprit*? Son existence est beaucoup plus douteuse, beaucoup plus improbable. Tellement improbable, même, que cette seule expression «*Suisse de l'esprit*» fait naître un sourire, quand ce n'est pas un haussement d'épaules, chez les étrangers parfois, et chez nous presque toujours. Ah si l'Europe pouvait accéder à l'existence politique! Ah! si la Suisse pouvait accéder à l'existence spirituelle!

Absente des grandes réflexions

Bien sûr, tout cela est par trop simplifié. S'il est hélas vrai que l'Europe aujourd'hui n'a pas d'existence politique, il n'est pas juste de prétendre que la Suisse soit dépourvue d'esprit. L'esprit qui lui est propre est au contraire si réel et si vivace qu'il s'est déposé dans nos institutions, qu'il s'est incarné dans les mœurs politiques de notre pays: le fédéralisme, le respect scrupuleux de minorités, la pratique des «bons offices», la création de la Croix-Rouge, ce sont là des réalités qui procèdent d'un véritable esprit; des réalités qui font l'admiration de beaucoup d'étrangers, et dont nous aurions tort de nier l'existence. J'aimerais citer ici l'étonnante réflexion d'un politologue libanais, *Georges Corm*:

«*La Suisse est curieusement absente des grandes réflexions nationales, démocratiques et religieuses de l'Europe [...]. Ecartée peut-on même dire de la réflexion parce que trop gênante: des Allemands, des Français, des Italiens, des Romains, survivants exotiques du Moyen Age, des luthériens et des calvinistes ardents ainsi que des catholiques, qui s'arrangent pour vivre ensemble dans la liberté et le respect de l'autre. La Suisse neutre, la Suisse pacifique des banquiers, qui vit des guerres des autres: c'est plutôt le dénigrement de bon ton qui prédomine quand on en parle. [...] Pourtant, combien de leçons de démocratie civile la Suisse pourrait-elle donner à l'Europe? Et son exemple ne peut-il inspirer l'accomplissement pacifique de la modernité européenne à travers la reconstitution d'un ensemble méditerranéen où pourraient s'épanouir partout les sociétés civiles qui s'accommodent des identités complexes, des codes sociaux qui reposent sur d'autres valeurs que celles du marché économique ou du marché politique?*»¹

Nous avons bien lu: la Suisse, injustement critiquée ou passée sous silence, est précisément porteuse de valeurs spirituelles, seules capables de garantir la paix dans l'Europe et dans le monde. De son côté, *Denis de Rougemont* a passé sa vie à le souligner: le fédéralisme est une valeur, un *esprit*, il se fonde en dernier ressort sur une conception de la personne qui est elle-même un héritage de l'Europe dans ce qu'elle a de plus précieux et de plus spirituel.

Autrement dit, à défaut de parler d'une «*Suisse de l'esprit*», on peut et l'on doit légitimement parler d'un «*esprit suisse*», comme on parle d'un «*esprit européen*». Disons mieux encore: la Suisse apparaît à cet égard prodigieusement avancée, puisqu'elle semble avoir réalisé pour son

¹ Cf. G. Corm, *L'Europe et l'Orient, La Découverte*, Paris, 1989, pp. 374/5. C'est moi qui souligne.



Quand les idéaux
se fixent trop
bien dans les
institutions, ils
peuvent alors
désertier les
esprits, et le
pays d'Henry
Dunant peut
devenir un
profiteur de
guerre.

Erinnerungsblatt.
Nationalgruss zur
Erinnerung an die am
12. September 1848
durch die hohe
Tagsatzung ausge-
sprochene Annahme
der neuen Bundesver-
fassung der XXII Can-
tone der Schweiz.

compte ce qui manque le plus cruellement à l'Europe: cette impossible incarnation d'un esprit dans une politique. A l'avenir, disait *Dürrenmatt*, le monde sera suisse ou ne sera pas. Il lançait ces mots comme une boutade. Mais ne devrait-on pas dire avec sérieux, avec ferveur, comme le faisait *Denis de Rougemont*: l'Europe sera suisse ou ne sera pas?

Osons aller plus loin encore. Retrouvons le goût de nos mythes fondateurs. Affirmons que la valeur appelée «liberté», qui elle aussi n'a de sens qu'en relation avec l'idée de personne humaine, fut et reste la valeur fondatrice de la Suisse. Et que la tâche de notre pays, dans les années à venir, n'est pas de se détacher le mieux pos-

sible d'un mythe réputé mensonger quand il n'est pas ridicule (*Guillaume Tell*), mais bien de retrouver toute la force et la beauté de ce mythe si injustement décrié: le geste de l'arbalétrier mythique est exemplaire parce que c'est un geste de force au service de la douceur: un acte d'héroïsme physique et moral, accompli pour l'amour d'un enfant. Quoi de plus beau? Qu'on relise *Schiller*: rien de plus bouleversant, de plus humain que la scène de la flèche. Comment avons-nous pu l'oublier?

Fédéralistes par convenance

Il faut pourtant reconnaître que les choses sont un peu plus complexes. Les Suisses

A l'avenir,
disait
Dürrenmatt,
le monde sera
suisse ou ne
sera pas.

peuvent dire toute leur reconnaissance à *Georges Corm*: il leur permet d'être fier de leur pays (de même, *Alexandre Soljénitsyne*, qui lui aussi chante les vertus *spirituelles* du fédéralisme helvétique). Mais le problème est que ces auteurs idéalisent tout de même quelque peu notre histoire. Reconnaissons-le: le fédéralisme suisse est un bien précieux, mais le vivons-nous vraiment comme une vertu de l'esprit?

Historiquement, ce fédéralisme n'a guère été le fruit sublime d'une méditation sur l'intangibilité de la personne humaine; il fut tout simplement l'effet d'un calcul d'intérêts – tout à fait légitimes au demeurant: en 1291 comme en 1848, des régions ou des Etats souverains ont volontairement aliéné une part de leur souveraineté pour atteindre ensemble une taille critique, histoire de mieux assurer leur sécurité et leur prospérité. Bref, nous avons été fédéralistes comme d'autres sont centralistes: par convenance. Ce n'est qu'à distance, avec le temps, que nous pouvons admirer les vertus «spirituelles» de ce choix réaliste et pragmatique.

Notre esprit, décidément, s'est fait chair. Il s'est fait structure politique, institutions, lois, mœurs, procédures de consultation... La Suisse est peut-être un Etat «personnaliste», mais il l'est, pour une grande part, sans l'avoir su, sans l'avoir voulu. La belle leçon que notre pays donne à *Georges Corm* ou à *Soljénitsyne* est une leçon de choses, où l'esprit ne vit plus guère.

«La liberté de la Suisse» – une catachrèse

Dans le langage des figures de rhétorique, on appelle catachrèse une métaphore qu'on profère sans avoir conscience que c'est une métaphore. Lorsque je dis: «*L'aile gauche* ou *l'aile droite*» (d'un mouvement politique, d'une équipe de football ou d'un château du Moyen-Age), je n'évoque plus ni ne vois plus, en prononçant ces mots, la moindre aile concrète ni le moindre oiseau réel. De même, lorsque je dis: «*La liberté de la Suisse*», cette liberté-là ne peut plus guère s'envoler; elle est clouée au sol de la pratique politique et institutionnelle. «*La liberté de la Suisse*» est une catachrèse.

Or si cette liberté, trop bien déposée dans nos lois et nos mœurs, y reste oubliée,

Historiquement,
ce fédéralisme
n'a guère été
le fruit sublime
d'une méditation
sur l'intangibilité
de la personne
humaine; il fut
tout simplement
l'effet d'un
calcul d'intérêts
– tout à fait
légitimes au
demeurant.

qu'arrive-t-il? Il arrive que les actes contredisent les idéaux proclamés. Les récentes attaques dont notre pays a fait l'objet, quelles qu'aient été leurs excès, nous l'ont opportunément et douloureusement rappelé: le danger est terrible, d'être des idéalistes de principe et des matérialistes de fait; et plus d'une fois nous y avons succombé, même inconsciemment, et même, si j'ose dire, de bonne foi. Quand les idéaux se fixent trop bien dans les institutions, ils peuvent alors désertir les esprits, et le pays d'*Henry Dunant* peut devenir un profiteur de guerre. Ce n'est pas nouveau: *Keyserling* le dénonçait dès les années vingt:

«*Les Suisses ne sont plus*», écrit-il, «*les pionniers et les protagonistes de la liberté européenne*» (...). *Ils ne sont pas en harmonie avec leur véritable situation*»². Plus qu'une erreur, ajoute en substance *Keyserling*, c'est un mensonge. Ainsi, dans leur *neutralité*, les Suisses veulent voir un symbole de paix et d'ouverture. Mais entre cette belle idée et «*les pratiques du profiteur, il n'y a pas de frontière précise*» (H. von *Keyserling*, op. cit., p. 199)

Je ne reviens pas là-dessus. Le procès de la Suisse, à cet égard, a été mille fois instruit. Si je l'évoque ici, c'est uniquement pour souligner que ce matérialisme déplorable est l'exact envers d'un idéalisme incontestable. Ce n'en est peut-être pas le prix à payer, mais c'en est à coup sûr l'ombre portée: la Suisse est à la fois le pays de la liberté sublime et celui du matérialisme épais. Elle est l'un parce qu'elle est aussi l'autre. Sa vérité, donc, n'est pas entre ces deux extrêmes, elle est, je le crois sincèrement, dans ces deux extrêmes, aussi vrais, aussi réels l'un que l'autre.

Si nous voulons que l'un soit plus vrai que l'autre, et que l'idéalisme l'emporte sur le matérialisme, c'est très simple. Il nous suffit d'appliquer scrupuleusement notre Constitution, celle de 1848, révisée en 1874. Dans le préambule de ladite Constitution, je lis en effet ces mots: «*Au nom du Dieu Tout-Puissant! La Confédération suisse, voulant affermir l'alliance des confédérés, maintenir et accroître l'unité, la force et l'honneur de la nation suisse, a adopté la constitution fédérale suivante*»³.

L'honneur de la nation suisse. Est-il une valeur plus immatérielle, plus spirituelle que l'honneur? Selon les dictionnaires,

2 H. von *Keyserling*, *Analyse spectrale de l'Europe*, trad. française d'Alzir Hella et Olivier Bournac, Paris 1965, pp. 190 et 197. C'est moi qui souligne. Ce texte est d'autre part cité et discuté par *Adolf Muschg*, in: *Cinq discours à sa nation qui n'en est pas une*, trad. fr., Genève, éd. Zoé, 1998, pp. 45 et 47.

3 Constitution fédérale de la Confédération suisse du 29 mai 1874, éditée par la Chancellerie fédérale, p. 1.

l'honneur est «un bien moral qui correspond au sentiment de mériter la considération et de garder le droit à sa propre estime». Un «bien moral», pas un bien matériel. La Confédération, incontestablement née d'intérêts additionnés et conjugués, s'est tout de même placée, dès le préambule de sa Constitution, sous le signe de ce qui dépasse et contredit les intérêts. Après avoir invoqué Dieu, elle invoque l'honneur, c'est-à-dire l'homme. Car le sentiment de l'honneur, ce ne sont pas les nations ou les institutions qui l'éprouvent, ce sont les personnes. Invoquer l'honneur d'une nation, c'est donc la placer sous le signe de la personne, valeur première et dernière. La personne, c'est-à-dire chaque citoyen, et, à l'autre bout de l'échelle, l'immense et fragile personne morale appelée humanité.

L'idéal personnaliste est donc inscrit dans notre Constitution. Et cet idéal, c'est un cadeau de l'esprit européen. Si la Suisse veut retrouver son esprit, retrouver ses ailes, il faut qu'elle retourne à l'Europe.

Sous le signe de «l'inachèvement»

La Suisse, pour être elle-même, a besoin de l'Europe. La réciproque est-elle vraie? Peut-on souscrire aux propos admiratifs d'un *Georges Corm* ou d'un *Soljénitsyne*? Ce qui est sûr, c'est que l'Europe a le besoin le plus urgent d'exister politiquement. Non pas tant pour constituer une force qui contrebalance celle des Etats-Unis, seuls à régner aujourd'hui sur le monde. Mais pour constituer une force fidèle à l'esprit européen, c'est-à-dire, si cela n'est pas une contradiction dans les termes, une force pétrie d'intelligence et de doutes, une force toujours attentive à l'intangibilité de la personne, une force qui, selon la pensée si profonde de *Simone Weil*, se refuse à jamais admirer la force ...

Toute la grandeur de l'Europe spirituelle est dans cet esprit-là, dans ce paradoxe-là, et l'on comprend du même coup pourquoi, sur un plan philosophique et métaphysique, il est si difficile au «petit cap du continent asiatique» de se constituer en force politique: son esprit, dans ce qu'il a

L'idée est de créer une entité politique unie sous le signe de son propre «inachèvement», une force politique exempte des tentations de la puissance.

de meilleur, est ennemi de la force. Or une puissance politique, même démocratique autant qu'on voudra, c'est d'abord une force, et c'est très vite une force aveugle. Comment l'Europe, lieu par excellence de l'humanisme et du doute, au service de la personne humaine, pourrait-elle jamais devenir une force politique unitaire, et aligner ses divisions de chars?

Si l'on se fie à *Max Weber*, c'est tout simplement impossible, parce que l'idée même de nation (dont d'unité politique) est indissociable de l'idée de puissance et de volonté de puissance (et comme par hasard, *Max Weber* donne alors la Suisse en exemple de nation «inachevée»)⁴. Mais précisément: l'idée n'est pas de constituer une nation européenne «achevée» au sens wébérien. Elle est de créer une entité politique unie sous le signe de son propre «inachèvement», une force politique exempte des tentations de la puissance.

Il faut plus que la démocratie: il faut la volonté armée de ne pas régner. La «nation inachevée» qu'est la Suisse peut-elle alors servir d'exemple à l'Europe, comme semblent le dire *Georges Corm* ou *Alexandre Soljénitsyne*? Cela se discute. *Hannah Arendt*, notamment, doutait de l'exemplarité de notre pays, qu'elle considérait plutôt comme une heureuse exception confirmant une règle universelle⁵. La question reste ouverte. Mais ce qui est sûr, c'est que la Suisse n'aidera l'Europe à prendre corps que si elle accepte de recevoir, de l'Europe, ses ailes. Bref, si elle ressaisit l'esprit de ses propres institutions; si elle se montre digne de l'«honneur» qu'elle affirme vouloir défendre. Quelle que soit la réalité historique et matérielle de notre fédéralisme, c'est pour sa signification spirituelle qu'il faut combattre. C'est pour la possibilité d'une *politique de l'esprit*. ♦

4 Cité in *Dominique Schnapper, La communauté des citoyens, Paris, 1994, p. 110.*

5 Cf. *H. Arendt, L'impérialisme, Paris, 1982, p. 337.*

Etienne Bariliers Essay erscheint in deutscher Übersetzung in dem Buch: Die Schweiz – für Europa? Über Politik und Kultur, herausgegeben von Martin Meyer und Georg Kohler, das der Verlag Carl Hanser, München, im kommenden September herausbringt. Der Bund enthält u.a. Beiträge von Kurt Eichenberger, Hermann Lübke, Hanno Helbling, Beat Wyss, Michael Stürmer, Wolf Lepenies, Ursula Pia Jauch.